

Article

« Une expérience réussie d'organisation communautaire : Villa el Salvador, Pérou »

Louis Favreau, Lucie Fréchette, René Lachapelle et Antonio Zapata

Nouvelles pratiques sociales, vol. 5, n° 2, 1992, p. 185-198.

Pour citer la version numérique de cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/301185ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/documentation/eruditPolitiqueUtilisation.pdf>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca



Les pratiques sociales d'ailleurs

Une expérience réussie d'organisation communautaire : Villa el Salvador, Pérou

*Louis FAVREAU et Lucie FRÉCHETTE
Université du Québec à Hull*

*René LACHAPELLE
CLSC Du Havre*

*Antonio ZAPATA
Centro de Estudios y Promocion del Desarrollo (DESCO)*

L'expérience d'organisation communautaire à laquelle se livrent les habitants de Villa el Salvador est unique en son genre et riche en enseignements. Un bidonville de 300 000 personnes, autogéré et capable de développement, voilà ce qui en fait toute sa richesse. Après avoir brossé un bref tableau du Pérou contemporain, les auteurs retracent l'évolution de ce bidonville vers la forme d'organisation qu'elle présente aujourd'hui. Ils présentent ensuite les réalisations de Villa el Salvador dans divers domaines tels le développement industriel, le logement et les cuisines collectives.

Villa el Salvador est un bidonville de 300 000 habitants, en banlieue de Lima. Cette municipalité se caractérise par son haut degré d'organisation sociale, particulièrement dans la combinaison qu'elle a su développer entre d'une part, l'aménagement de son territoire et d'autre part, l'organisation de la communauté par pâtés de maison autour de 120 places publiques. Cette expérience est unique en Amérique latine et riche en leçons de toutes sortes, même si elle n'a pas encore suscité tout l'intérêt auquel elle aurait droit¹. Comment s'organisent ces 300 000 habitants et comment une telle municipalité a-t-elle pu se développer ? Résultat d'échanges entre Péruviens et Québécois engagés dans le développement de l'organisation communautaire, cet article tentera de répondre à ces questions².

LE PÉROU CONTEMPORAIN

Blotti entre l'océan Pacifique, le Chili, l'Équateur, le Brésil et la Bolivie, le Pérou est un pays andin dont la majorité indienne et métisse représente près de 85 % de la population totale. Depuis la Seconde Guerre mondiale, quatre phénomènes majeurs ont marqué son évolution : la migration des campagnes vers les villes ; une urbanisation sans industrialisation ; un gouvernement militaire d'un type un peu particulier qui a dirigé le pays pendant plus de dix ans (1968-1980) ; enfin, la montée de la guérilla.

-
1. Les lecteurs noteront que dans le cadre de son programme d'émissions *Nord-Sud*, Radio-Québec a produit un vidéo portant sur Villa el Salvador. De plus, quelques brefs articles (ASCENCIO et LAFLEUR, 1987; BELLEC, 1989) portent sur le même sujet. Un livre clé cependant, celui de RODRIGO (1990), situe Villa el Salvador à l'intérieur de la dynamique générale du mouvement urbano-populaire péruvien, tandis qu'un article-synthèse la situe à l'intérieur de l'expérience latino-américaine d'organisation communautaire (FAVREAU et FRÉCHETTE, 1991). Mises à part ces quelques références, il existe à notre connaissance peu d'information et surtout peu d'analyse sur cette expérience communautaire de portée internationale.
 2. À l'automne 1990 et à l'automne 1991, deux professeurs de travail social de l'Université du Québec à Hull, Louis Favreau et Lucie Fréchette, en collaboration avec la revue *Nouvelles pratiques sociales*, ont organisé des séminaires portant sur l'organisation communautaire et le mouvement populaire péruvien. Ces séminaires se tinrent à l'Université du Québec à Montréal, à l'INRS-Ubanisation, à l'Université du Québec à Chicoutimi, à l'Université du Québec à Hull, à l'Université Laval et à la Corporation de développement communautaire des Bois-Francs. Participèrent aux échanges Antonio Zapata, historien de formation travaillant à Villa el Salvador comme organisateur communautaire et aménagiste depuis 1974, et Maria Peralta, psychologue communautaire travaillant également à Villa el Salvador dans le cadre d'un projet de recherche et de coopération internationale de l'UQAH démarré par Lucie Fréchette. Le présent article est en partie basé sur l'exposé d'Antonio Zapata présenté à cette occasion et en partie, sur les échanges d'opinions qu'il a suscités.

La migration massive des campagnes vers les villes

Comme tous les pays d'Amérique latine, le Pérou a connu une forte migration des habitants des campagnes vers les villes et ce mouvement migratoire fut particulièrement important au cours des années 60. L'exemple le plus bouleversant est peut-être le village de Chimbote qui comptait deux mille habitants dans les années 60 pour dépasser les deux cent mille en 1970! (Lloyd, 1980). De son côté, Lima, la capitale nationale, est passée d'un demi-million d'habitants dans les années quarante à sept millions aujourd'hui. Avant 1970, les deux tiers de sa croissance démographique étaient attribuables à l'apport migratoire des campagnes. Depuis 1970, la croissance est redevable pour les deux tiers à la natalité.

Ce mouvement migratoire a renversé en quelques décennies le modèle traditionnel d'occupation du territoire péruvien. La population urbaine compte maintenant pour 65 % de la population totale du pays qui, jusqu'à tout récemment était principalement paysanne. Ce mouvement a aussi renversé l'équilibre entre la capitale et le reste du pays : alors qu'en 1903, Lima regroupait un vingt-cinquième de la population péruvienne, elle en compte aujourd'hui le tiers. Il s'agit donc d'une ville énorme où les bidonvilles (*barriadas*) se sont développés à un rythme accéléré depuis les années 40. Les *barriadas* désignent en fait une forme précaire de construction et d'équipement, en quelque sorte une forme d'urbanisation de la pauvreté.

Dans le bidonville aucun équipement n'est prévu car les besoins dépassent les capacités de l'État à y répondre. La population arrive d'abord et ensuite, peu à peu, s'y greffent les services publics urbains (eau et égout, électricité, rues et transport en commun). Par exemple, encore aujourd'hui, le service public le plus rare au Pérou est celui de l'eau potable et des égouts : 55 % de la population nationale ne dispose pas d'eau potable. À Lima, 25 % de la population n'a pas d'installation d'eau à domicile et 65 % souffre des restrictions dans l'approvisionnement en eau. Ce siècle s'achève avec une capitale énorme mais peu productive, totalement malsaine, et une campagne dépeuplée et très en retard au plan du développement agro-alimentaire.

De plus, le pays ne dispose pas des ressources nécessaires pour donner du travail à l'ensemble de la population, de sorte que le problème de l'emploi en milieu urbain est venu supplanter la question du monde indien et de la paysannerie.

L'urbanisation sans industrialisation

En Europe et en Amérique du Nord, le phénomène de l'urbanisation a été concomitant de celui de l'industrialisation, ce qui ne fut pas le cas en

Amérique latine et particulièrement au Pérou : ces pays se sont urbanisés sans s'industrialiser. En outre, ces migrants ont rarement trouvé d'emploi dans le secteur moderne de l'économie. C'est ainsi que l'on retrouve une population urbaine flottante, car sans emploi ou vivant d'un travail précaire autonome pour plus de 70 % de celle-ci. Cette population ignore presque complètement la réalité des rapports ouvriers-patron : elle est sans patron.

La cause profonde de ce mal réside dans la rareté et la fuite des capitaux. Des années 40 jusqu'aux années 60, le Pérou a été le paradis du libéralisme et de l'exportation des matières premières. Cependant, à partir du milieu des années 50, les investissements privés ont chuté et il n'y a plus eu de réinvestissement local. Dans une économie d'exportation, les profits sont soumis aux contraintes du marché international puisque le marché intérieur est trop faible pour supporter la demande. Depuis les années 60, le Pérou est donc devenu un exportateur de capitaux en direction des États-Unis et en particulier de la Floride.

Avec les années 60, l'État s'est proposé de prendre la relève de l'investissement privé déficient. Sous le couvert d'une législation censée favoriser les investisseurs privés, il s'est engagé dans une sorte de capitalisme étatique pour suppléer à une bourgeoisie incapable d'assumer ces tâches. Les entreprises publiques génèrent le tiers du produit intérieur brut (PIB) et emploient 15 % de la population active dans une économie où le chômage et les petits boulots sont le lot de 70 % de la population active.

À la différence de l'Argentine et du Chili, le prolétariat moderne a un poids relativement faible dans les milieux populaires péruviens. Dans Lima, l'économie informelle est la forme dominante d'activité économique. Les travailleurs sont indépendants, ils s'adonnent à une microproduction de façon sporadique : ils peuvent même changer de travail en quelques jours et ils ne bénéficient d'aucun revenu fixe. Les vendeurs ambulants et les artisans sont l'exemple type de cette économie.

Le gouvernement militaire du général Velasco

L'Amérique latine a parfois connu des régimes militaires progressistes, et ce fut le cas au Pérou sous le régime de Velasco Alvarado, de 1968 à 1975. Avant ce gouvernement militaire, la société péruvienne était oligarchique. La classe dirigeante était formée de propriétaires fonciers de la Côte qui en constituaient la fraction moderne (les exportateurs de sucre et de coton), des anciens propriétaires fonciers de la Sierra qui en constituaient la fraction traditionnelle et des financiers (les grandes banques privées) liés à l'impérialisme. Les classes moyennes n'existaient pratiquement pas et la majorité

indienne était quasi réduite à l'état de servage sur les terres de la Sierra. Héritage direct de la conquête espagnole, le servage consistait à concéder un lot aux paysans en contrepartie d'un certain nombre de jours de travail gratuit et l'interdiction de sortir des terres.

La situation avait commencé à changer dans les années 40, mais les militaires de 1968 l'ont complètement transformée en instaurant une véritable réforme agraire : les grands propriétaires ont été évincés du pouvoir et le régime oligarchique s'est effondré. Ces militaires ont aussi contribué au développement d'un capitalisme d'État : à la recherche d'une voie entre le capitalisme et le communisme, ils ont considéré que le modèle yougoslave favorisant l'autogestion et les coopératives pouvait représenter une alternative. Leur régime réformiste, mais également autoritaire, a cependant suscité une opposition tant à gauche qu'à droite. Pour contrer cette opposition, le gouvernement de Velasco a constitué le *Sistema nacional de apoyo a la movilizacion social* (SINAMOS). Il a aussi lancé une réforme urbaine qui a donné le premier élan à Villa el Salvador.

La guérilla

Le Pérou compte deux principaux mouvements de guérilla. D'abord, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) est un groupe armé qui a déjà huit ans de lutte. Ensuite, la guérilla maoïste de Sentier lumineux, la plus connue des deux, est active depuis onze ans. Aucun des deux groupes armés ne respecte les droits de l'homme de la population civile. Bien que moins violent, le MRTA n'a pas hésité à assassiner pour résoudre ses disputes internes. Les membres du Sentier lumineux sont cependant particulièrement cruels.

Ce groupe prétend ouvrir un chemin dans l'histoire à la pointe des fusils et ses militants utilisent la violence pour résoudre n'importe quel problème de lutte politique. Depuis deux ans, le Sentier lumineux a étendu ses activités dans les centres urbains, particulièrement à Lima. Non seulement recourt-il largement à la menace armée, mais il est également responsable de l'assassinat de nombreux dirigeants populaires, dont l'ex-mairesse adjointe de Villa el Salvador. Il y a quelques années, le Sentier lumineux a résolu ses problèmes logistiques en s'alliant aux narco-trafiquants. Depuis lors, les seigneurs de la drogue, généralement des Colombiens, se chargent de financer la guérilla maoïste et le conflit interne du Pérou est partie prenante d'un jeu international complexe.

Pendant ce temps, les opérations militaires ont progressivement augmenté et de grandes zones du pays ont été placées sous contrôle des forces

années. Par contre, les militaires ne respectent pas plus les droits de l'homme que les adversaires qu'ils disent combattre : ils appliquent les méthodes que les Péruviens qualifient de guerre sale (disparitions de suspects, fosses communes, torture et viols.) Une grande partie de la population est presque prisonnière de deux machines de guerre, toutes deux disposées à imposer leur force brute sur le terrain militaire. Malheureusement, aucune n'a l'intention de respecter le mécanisme de la démocratie et la légitimité de son exercice.

Cette situation peut-elle s'arranger à court terme ? Le Pérou est-il un pays viable ? Il est très difficile aujourd'hui d'être optimiste sur l'avenir du pays. Nombre de militants et de dirigeants populaires sont devenus quelque peu perplexes. Cependant, la description de ce contexte sociopolitique instable ne donne que plus de valeur à l'expérience de Villa el Salvador.

VILLA EL SALVADOR, UNE COMMUNAUTÉ AUTOGÉRÉE

À l'origine : une ville planifiée par l'État

La forte migration vers Lima a créé dans les années 60 une terrible rareté de logements. Il y eut des prises de terre qui ont entraîné la répression. En arrivant au pouvoir, Velasco promet de créer une ville pour les plus pauvres, une ville modèle qui serait indépendante et différente de Lima. Pour que les gens ne soient pas obligés de voyager quotidiennement à Lima pour travailler, on planifie alors une réserve de terrains pour développer un parc industriel. En plus de la zone résidentielle, on réserve une zone destinée à l'agriculture et l'élevage.

À Villa el Salvador, les prises de terrain ne se réduisent pas à une simple occupation des lieux, elles ont conduit à une nouvelle organisation sociale. L'unité de base de l'organisation du territoire est le groupe résidentiel qui comprend 384 familles, soit entre 2 000 et 2 500 personnes. Les familles disposent de maisons regroupées autour d'un parc public réservé aux services qu'elles ont en commun : école maternelle, service médical, local communal, terrains pour les activités sportives.

Le développement des groupes résidentiels a commencé avec l'arrivée de paysans sur des terrains où n'existait aucun service : ni eau, ni électricité, ni voies de circulation. Avec la collaboration de militants de gauche et de professionnels, venus vivre avec eux comme animateurs de projets, les nouveaux occupants se sont rassemblés pour obtenir de Lima qu'elle leur fournisse des services. Il faut souligner ici qu'à Villa el Salvador, ce sont les femmes qui ont assumé toute l'animation.

Dans ce processus, les militants chrétiens ont joué un rôle important de formation de leaders. Les curés ont organisé des communautés de base dans les groupes résidentiels en s'inspirant de la théologie de libération³. Formés dans ces groupes durant quatre ou cinq ans, les jeunes de la deuxième génération, nés à Villa el Salvador, se retrouvent souvent dans les partis politiques de gauche et en deviennent les organisateurs communautaires.

Villa el Salvador innovera surtout en brisant le modèle colonial classique des villes d'Amérique latine. En effet, les villes héritées de la colonisation espagnole sont construites autour de la *plaza mayor*, une place d'armes bordée par le palais du gouverneur, l'église et le palais de justice (et la prison!). Cette place d'armes possède une grande valeur symbolique puisque autour d'elle se situent les édifices qui symbolisent le pouvoir de l'État et de l'Église. Dans le cas de Villa el Salvador, au contraire, la place publique est un concept plutôt décentralisé, puisque chaque parc est le centre d'un milieu de vie. À Villa el Salvador, les places publiques ne sont pas une prolongation du pouvoir de l'État, mais des espaces démocratiques. Elles sont nées pour former la société civile. Sur le plan social, Villa el Salvador possède dès lors un grand avantage, parce qu'elle dispose d'un schéma d'aménagement du territoire construit à partir du plan microsociale. Ce qui est nouveau à Villa el Salvador, c'est donc que le lieu public n'est pas dominé par l'État, mais par l'organisation communautaire que la population s'est donnée, organisation décentralisée par 120 lieux publics et non pas sise en une seule *plaza mayor*.

Cette caractéristique de Villa el Salvador est déterminante et la distingue des autres bidonvilles : l'occupation de l'espace correspond au modèle d'organisation sociale de la population.

L'organisation communautaire de Villa el Salvador

La loi du voisinage, concrétisée par le groupe résidentiel, est à la base de cette organisation sociale. Cinq délégués sont élus annuellement dans chaque groupe résidentiel pour prendre en charge le logement, la santé, les cuisines

3. Dans ce courant de la théologie latino-américaine, Gustavo Gutierrez, professeur dans une université de Lima et aumônier d'action catholique, est considéré comme un initiateur. Prenant acte du déblocage pastoral entrepris par le Concile Vatican II (1962-1965) et de l'évolution historique de l'Amérique latine, les théologiens de la libération sont des intellectuels au service des communautés de base. Ces communautés de base correspondent à une stratégie pastorale adoptée en 1968 par le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) réuni à Medellin (Colombie), confirmée par la suite à Puebla en 1979. Les gens s'y réunissent le plus souvent autour d'un laïc pour discuter de leurs situations quotidiennes à la lumière de la Bible. La théologie de la libération se veut un effort pour soutenir la réflexion de ces communautés de base. Voir à ce propos l'article de Gregory BAUM (1987).

populaires, les sports, l'éducation et la culture, et l'activité économique (production et commercialisation). La communauté possède déjà une large expérience dans la gestion de ses propres projets et dans l'administration du développement.

Ce modèle est profondément ancré dans la tradition communautaire indienne. Avant même l'empire Inca, la loi de réciprocité réglait les échanges entre les individus, les familles et le pouvoir politique dans les collectivités indiennes. Par exemple, au moment où se formait un couple, l'ensemble de la communauté collaborait à la construction de la maison ; en retour, ce couple participait aux travaux communautaires de construction durant toute l'année. Cette tradition se perpétue à Villa el Salvador par des corvées publiques : les citoyens exécutent les travaux décidés par les responsables politiques et, en retour, l'État leur fournit les outils et la nourriture. Quand les travaux sont complétés, on organise une fête de groupe résidentiel comme hier une fête de village. Cette tradition communautaire repose donc sur la propriété privée d'un lot jointe au travail en commun.

Quand les Indiens émigrent à la ville, ils amènent avec eux une mentalité qui n'aurait probablement pas survécu à la prolétarianisation, mais qui trouve cependant un terrain propice dans l'économie informelle. Il faut y voir un facteur de base de la réussite de ce modèle de développement et de démocratie mis en place sous le régime militaire du général Velasco. Cette juxtaposition d'un modèle d'occupation de l'espace selon la mentalité traditionnelle de caractère communautaire fait défaut dans la plupart des autres bidonvilles constitués sans planification par des invasions de terrains. Quelques exceptions cependant : à l'instigation de la municipalité de Lima, alors contrôlée par la Gauche unie, deux autres bidonvilles fondés dans les années 80, *Canto Grande* et *Huelca*, ont été planifiés selon un modèle semblable à celui de Villa el Salvador.

Une première véritable administration municipale

Depuis le 1^{er} janvier 1984, Villa el Salvador a été détachée de la municipalité de Lima et a pu élire son propre maire. Toutefois, cette nouvelle structure politique ne repose pas sur la loi de voisinage mais sur celle de la république. L'organisation de la ville fut modifiée : le pouvoir est désormais partagé entre l'organisation communautaire de la population et la municipalité. Le nouveau fonctionnement est le suivant : comme avant, chaque pâté de maisons, soit 26 familles, continue d'élire son délégué qui participe à l'assemblée générale du groupe résidentiel (chaque groupe résidentiel est formé de 19 pâtés de maisons). L'ensemble des délégués en provenance des 120 groupes résiden-

tiels forme la Communauté urbaine autogérée de Villa el Salvador (CUAVES). Une fois mise en place en tant qu'administration, la municipalité et ses élus ont reconnu l'organisation communautaire de la population : les deux parties, la municipalité et la CUAVES, ont passé un accord pour confier le pouvoir à une commission mixte à laquelle participent les élus municipaux, les fonctionnaires, mais aussi des délégués de la CUAVES chargés de traiter les questions importantes avec la municipalité (Bellec, 1989 ; CUAVES, 1990). Depuis l'érection de Villa el Salvador en municipalité, il y a eu trois élections à la mairie. Les trois furent remportées par la Gauche unie⁴.

Cette évolution de la politique municipale a amené la participation de professionnels capables de diriger les fonctionnaires municipaux et de fournir un appui aux dirigeants dans leurs négociations avec le gouvernement. Avec la collaboration de ses animateurs traditionnels (militants chrétiens, politiques), la population de Villa el Salvador est maintenant davantage en mesure de régler sa vie interne. En plus de contribuer à l'éducation populaire, ces professionnels viennent en quelque sorte leur fournir un « ministère des affaires extérieures » pour traiter avec les fonctionnaires de l'État péruvien. Villa el Salvador représente donc une forme de modernisation urbaine qui s'est effectuée sans destruction préalable de l'organisation sociale d'origine paysanne.

LES PROJETS CONCRETS DE DÉVELOPPEMENT

Un premier essai de développement industriel

Au début des années 70, le gouvernement militaire a constitué une réserve de terrains destinés au développement industriel. De plus, il a mis en place l'infrastructure pour attirer les entreprises (électricité, eau, rues, etc.). Il s'agissait cependant d'un projet ambitieux puisque dès 1973, le pays entrait dans une récession économique sérieuse. On n'a pas réussi à y attirer l'investissement privé et le projet est devenu une sorte d'éléphant blanc jusqu'en 1988 : à ce moment, la mairie change de cap et décide d'utiliser ces ressources pour promouvoir la petite industrie. En même temps, la

4. La *Gauche unie* regroupe une quinzaine de partis représentant quatre tendances. Le Parti communiste date des années 30. Il demeure principalement lié aux syndicats ouvriers ; il est peu présent dans les bidonvilles. Les partis maoïstes ont été forts durant les années 70 ; quoique affaiblis, ils sont encore présents. Le Mouvement d'action socialiste (MAS) s'est formé en 1988 à l'initiative de chrétiens de gauche issus des communautés de base. Le Parti ouvrier d'unification mariatéguiste (POUM) réunit une nouvelle gauche, anciennement liée à Cuba et maintenant indépendante. L'influence du POUM se situe surtout en milieu rural et dans les bidonvilles. Elle doit être prise en compte pour expliquer le développement et la contribution de la Gauche unie.

municipalité a obtenu du gouvernement central que le parc industriel devienne la propriété d'une direction conjointe formée par l'État et des représentants de Villa el Salvador. Cette direction compte six personnes dont trois sont désignées par le gouvernement péruvien, une par la CUAVES, une par le regroupement des artisans et une par la mairie.

En misant sur le regroupement de petites unités de production locales plutôt que sur d'hypothétiques implantations de grandes industries, le plan original voulait rassembler les artisans par champ professionnel, au sein d'entreprises débordant le cadre familial. Le plan prévoyait aussi démarrer un programme de mise en commun de leurs achats, de leur machinerie et des ventes. Lors d'une enquête, on a dénombré à Villa el Salvador plus de mille petits artisans, le plus souvent des entreprises familiales donnant de l'emploi à deux ou trois travailleurs et fournissant des produits aux vendeurs ambulants.

La crise économique a connu un rebondissement spectaculaire depuis la fin des années 80 et pose des entraves énormes à cette stratégie. Par exemple, en 1989, le taux d'inflation a été de 2 700 %. Dans de telles conditions, il est pratiquement impossible de maintenir une activité économique. En 1991, le gouvernement de Fujimori a finalement stoppé l'inflation, mais au prix d'une très forte contraction du marché intérieur. Avec un salaire mensuel moyen de 50 \$ et un prix du litre d'essence établi à 1,50 \$, il devient de plus en plus difficile d'acheter quoi que ce soit. Le développement de Villa el Salvador traverse donc une période très critique.

Le plan de développement prévoyait aussi une zone d'élevage et d'agriculture. De ce point de vue, les résultats sont édifiants. En effet, Villa el Salvador est l'unique district dans la métropole de Lima qui ne rejette pas ses égouts à la mer. Au contraire, les égouts sont traités grâce à un processus très simple, basé sur la sédimentation. Les eaux usées arrosent un bois de 40 hectares et irriguent une zone d'agriculture et d'élevage qui s'étend actuellement sur 60 acres. On y pratique l'élevage et les cultures sont essentiellement fourragères. Cette zone est sûrement celle qui impressionne le plus le visiteur, parce qu'elle a été gagnée sur le désert au cours des dix dernières années. Habituellement la ville chasse la campagne : à Villa el Salvador, la campagne est intégrée à la ville.

En 1991, une épidémie de choléra s'est abattue sur le Pérou (Reyna et Zapata, 1991). Le processus utilisé pour traiter les égouts ne parvient pas à éliminer la bactérie qui provoque la maladie et les eaux recyclées ont été contaminées. Dans ce cas, il faudrait ajouter du chlore pour éviter que la zone ne devienne un agent de contagion. Malheureusement, il n'est pas facile pour Villa el Salvador de se payer cet additif chimique.

Le logement

Au Pérou, l'écart entre les revenus se manifeste dans la qualité des logements. On commence par se bâtir une maison avec des murs en torchis ; ensuite, quand le revenu le permet, on la refait en briques et en ciment. Les moins pauvres peuvent même se permettre d'ajouter un étage à leur résidence. Les maisons constituent donc un bon indicateur de la situation socio-économique des habitants. À Villa el Salvador comme ailleurs, les cent meilleures maisons appartiennent généralement à des commerçants.

La croissance de la population oblige maintenant à penser aux constructions à deux étages. Une organisation non gouvernementale, l'ONG DESCO, travaille en ce sens. Grâce à des crédits français, il lui sera possible de construire soixante maisons à un coût de revient de 80 \$ le mètre carré. Toutefois, le plus grave problème demeure encore la difficulté de s'approvisionner en eau potable.

Les cuisines collectives

Au cours des années 80, la faim a fait son apparition dans presque tous les foyers populaires péruviens : pour cette raison, les organisations de survie sont nées et se sont bien implantées dans les quartiers populaires (Tovar, 1992). Ces nouvelles institutions sont des cantines populaires et des cuisines collectives. Villa el Salvador compte présentement 400 cuisines collectives qui regroupent 15 familles chacune ; elles rejoignent actuellement le tiers de la population. Mises sur pied par les femmes depuis le début des années 80, elles auront permis de traverser la crise en réduisant les coûts grâce au regroupement des achats et à la préparation en commun des repas. Outre le fait d'aider à abaisser le coût de l'alimentation, les cuisines collectives offrent aussi une forme de socialisation. Pendant que deux femmes préparent les repas, les autres en profitent pour apprendre à lire ou à écrire, ou pour organiser des activités qui leur permettent de sortir de l'isolement où elles se trouvent chacune dans leur maison.

5. DESCO est le diminutif de *Desarrollo comunitario*, c'est-à-dire développement communautaire, nom d'origine de cet organisme non gouvernemental (ONG). Aujourd'hui, le véritable nom de DESCO est *Centro de estudios y promocion del desarrollo* (DESCO). DESCO est une des plus anciennes ONG de développement au Pérou. Mise sur pied il y a 25 ans, elle compte 150 employés dont les deux tiers sont des militants sociaux, généralement situés à gauche. Ils interviennent à la campagne, sur la côte, dans la montagne et en ville. Ils soutiennent des projets de cuisines populaires, agissent comme professionnels dans les mairies. Ils sont actifs dans le domaine de l'éducation populaire, le développement du logement et des entreprises d'artisans (recherche de crédits, technologies, etc.).

Au cours des années 80, les organisations de femmes, et en particulier la *Federacion popular de las mujeres de Villa el Salvador*, ont joué un rôle déterminant dans le maintien de la tradition autogestionnaire de la CUAVES. Par leur Fédération, les femmes font valoir un courant politique important pour le développement et la gestion de la communauté. Les initiatives populaires, dont les cuisines collectives, ne sont pas seulement dirigées par des femmes ; elles sont également à l'origine d'un vaste mouvement féminin populaire, sûrement un des plus avancés de l'Amérique latine.

CONCLUSION

Villa el Salvador est une expérience unique. Elle peut fournir de nouveaux points de repère à l'organisation communautaire. Par exemple, elle illustre bien ce que peut être l'aménagement de l'espace urbain à l'échelle d'une région entière et non plus seulement au plan de microprojets. Elle fait aussi la démonstration de la possibilité d'un processus autogestionnaire à la fois simple et efficace, applicable à une ville de grande taille. Elle fait réfléchir aux pratiques de développement communautaire dans le cadre d'une économie informelle de même qu'aux pratiques éducatives communautaires à partir des écoles et avec les enfants. Voilà autant d'éléments, propres à enrichir la pratique de l'organisation communautaire québécoise.

Il ne faut pas croire pour autant que Villa el Salvador soit un paradis : les conditions de vie n'y sont pas très différentes de celles des autres bidonvilles. Là comme partout ailleurs, les conflits sociaux se développent à la faveur de la crise économique et politique que vit dramatiquement le Pérou d'aujourd'hui. Par exemple, cinq ans après le lancement par la municipalité d'un plan de développement urbain, les responsables reconnaissent avoir rencontré des difficultés imprévues. Ils présumaient une très grande identité de vue entre les organisations populaires ; ils ignoraient aussi à quel point la société populaire était hétérogène et pouvait receler d'intérêts opposés.

Le plan ne prévoyait surtout pas à quel point l'accentuation de la crise allait provoquer des conflits entre les diverses institutions populaires. Non seulement la crise économique exacerbe les contradictions au cœur du peuple mais, au-delà d'un certain seuil, elle produit un effet pervers sur l'organisation des communautés. Quand débute une crise, le développement de la solidarité qui a été au cœur de la société andine est stimulé. Par contre, avec le temps, la pression extraordinaire exercée par les problèmes socio-économiques actuels peut en arriver à ébranler la solidarité et la réciprocité elle-même et conduire à d'énormes affrontements. C'est ce que redoutent certains observateurs.

Par-delà la situation actuelle, le grand espoir de Villa el Salvador réside dans sa démocratie et dans ce mécanisme d'autogestion que ses habitants ont mis en place et mettent en application de façon remarquable. On trouve à Villa el Salvador un cadre démocratique pour résoudre les conflits et les gens en sont très fiers. La démocratie ne peut résoudre tous les problèmes, mais elle demeure encore la meilleure option.

Bibliographie

- Ascencio, F. et G. LAFLEUR (1987). « Autogestion en la ville des sables », « Les défis du maire Azcueta » et « L'action communautaire rend le désert habitable », *Ici l'Amérique latine*, Montréal, Secrétariat Québec-Amérique latine, n° 31, novembre, 2-3.
- BAUM, G.(1987). « Théologie de la libération et marxisme », *Revue internationale d'action communautaire*, n° 17/57, 135-141.
- BELLEC, F. (1989). « Pérou, le bidonville de l'espoir », *Croissance des jeunes nations*, n° 320, octobre, 31.
- CAMPFENS, H. (1987). *The Marginal Urban Sector : Survival and Development Initiatives in Lima, Peru*, Toronto, University of Toronto, Center for Urban and Communities Studies.
- COMMUNAUTÉ URBAINE AUTOGÉRÉE DE VILLA EL SALVADOR (CUAVES) (1990). *Comunidad. Plan de accion de la CUAVES 1990-1991*, juin, (publication officielle de la CUAVES).
- DESCO (1986). *Organizaciones populares en Villa el Salvador*, Lima, Perou, Centro de estudios y promocion del desarrollo, DESCO.
- DURNING, Alan B. (1989). « Mobiliser les communautés de base », dans BROWN, Lester R. (sous la direction de) (1989). *L'état de la planète*, Economica, Paris, 253-284. Il s'agit d'une version abrégée de DURNING, Alan B.(1988). *Mobilizing at the Grassroots : Local Action on Poverty and Environment*, Worldwatch Institute.
- FAVREAU, L. et L. FRÉCHETTE (1991).« L'organisation communautaire avec des communautés locales en Amérique latine », dans DOUCET L. et L. FAVREAU (1991). *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 415-437.
- HERTOGHE, A. et A. LABROUSSE (1989). « Les organisations populaires contre le Sentier », dans *Le Sentier lumineux au Pérou*, Paris, Éditions La Découverte/Enquêtes, 140-146.
- LLOYD, P. (1980). *The « Young Towns » of Lima (Aspects of Urbanization in Peru)*, Cambridge, Cambridge University Press.
- REYNA, C. et A. ZAPATA (1991). *Cronica sobre el colera en el Peru*, Lima, DESCO, Centro de estudios y promocion del desarrollo.
- RODRIGO, J.M. (1990). *Le sentier de l'audace (les organisations populaires à la conquête du Pérou)*, Paris, L'Harmattan.

- TOVAR, T. (1992). *Pobladores, organizacion, democracia y politica en Villa el Salvador*, Lima, DESCO, Centro de estudios y promocion del desarrollo.
- VILLA EL SALVADOR (1989). *Mapa social : Villa el Salvador y su proyecto popular de desarrollo*, Villa el Salvador, Pérou, Equipo tecnico de la municipalidad de Villa el Salvador.